



HAL
open science

Le Fichier de l'Ined : "urbanisation de la France"

Denise Pumain, Benoît Riandey

► **To cite this version:**

Denise Pumain, Benoît Riandey. Le Fichier de l'Ined : "urbanisation de la France". Espace Populations Sociétés, 1986, 11 (2), pp.269-278. 10.3406/espos.1986.1136 . halshs-01520512

HAL Id: halshs-01520512

<https://shs.hal.science/halshs-01520512>

Submitted on 10 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Fichier de l'Ined : "urbanisation de la France"

Denise Pumain, Benoît Riandey

Résumé

L'INED a élaboré un fichier rétrospectif de la formation des unités urbaines sur le territoire français actuel de 1831 et 1982. L'article indique quels critères ont été retenus pour la délimitation des agglomérations et décrit en détail le contenu du fichier. C'est la première fois qu'une telle source exhaustive et permettant d'analyser sur une longue période l'urbanisation de la France est mise à la disposition des chercheurs.

Abstract

A file on the urbanization of France.

A retrospective file about the formation of urban units between 1831 and 1982 within French territory in its present limits may be obtained from INED. The paper indicates which criteria have been used for the delimitation of urban agglomerations and describes in detail the content of the file. For the first time an exhaustive statistical source about the long-term urbanization process in France is then provided.

Citer ce document / Cite this document :

Pumain Denise, Riandey Benoît. Le Fichier de l'Ined : "urbanisation de la France". In: Espace, populations, sociétés, 1986-2. Visages de la population de la France - Faces of french population [Changements démographiques et géographiques de la population de la France. Poitiers novembre 1985.] pp. 269-277;

doi : 10.3406/espos.1986.1136

http://www.persee.fr/doc/espos_0755-7809_1986_num_4_2_1136

Document généré le 15/06/2016

Denise PUMAIN
Benoît RIANDEY

Institut National d'Études Démographiques
27, rue du Commandeur,
75675 Paris Cedex 14

Le Fichier de l'Ined: «urbanisation de la France»

Il n'existait jusqu'à présent en France aucune source statistique qui permette d'étudier de manière cohérente le processus d'urbanisation sur une période longue. Des données concernant les populations communales à chaque recensement sont dispersées dans les volumes du Bulletin des Lois de 1821 à 1876 et dans les volumes de Dénombrements publiés après cette date par la Statistique Générale de la France puis par l'INSEE. Mais récapituler les populations communales ne suffirait pas : avec le temps, les villes accroissent leur population, mais aussi leur surface bâtie. Beaucoup d'entre elles ont débordé les limites administratives de leur centre et s'étaient sur les communes voisines. Pour saisir ce phénomène l'INSEE a défini à partir de 1954 des agglomérations multicommunales, dont la délimitation a été corrigée - en extension le plus souvent - à chacun des recensements ultérieurs. Une reconstitution des unités urbaines aux époques antérieures

à 1954 s'imposait donc. Elle avait été effectuée pour la période 1831-1911 (Pumain, 1982) et vient d'être prolongée jusqu'en 1982 à l'INED. Le fichier «urbanisation de la France» (*) couvre donc une période de 150 ans et permet de connaître la population de chaque ville ou agglomération urbaine au fil de 27 recensements. Curieusement, la genèse de ce travail réside dans l'exploitation d'une enquête récente de l'INED, l'enquête «Biographie professionnelle, familiale et migratoire»: il s'imposait au chercheur de situer dans quel cadre urbain se sont déroulés les événements traités. Ainsi fallait-il caractériser chaque commune urbaine française depuis la naissance d'un doyen des enquêtés en 1911 jusqu'au recensement immédiatement postérieur à la collecte, 1982.

Il aurait été trop dommage que le fichier créé pour l'enquête succède aux données de Denise Pumain sans qu'on se soit assuré de leur cohérence mutuelle. C'est finalement

(*) Nos remerciements vont à Bruno Stary et Anne Perrot, géographes qui ont constitué ou apuré les données avec l'aide d'Annie Carré, et à Jean-Marie Firdion, ingénieur-système, Claire Sarma et Sandrina

Ragazzi à qui nous devons une aide pour la conception des fichiers et d'autre part, leur réalisation informatique.

la raison pour laquelle le service des enquêtes de l'INED a pendant plusieurs mois remodelé les données du 19^{ème} siècle avant de les intégrer au travail en cours. Plût-il

que cette extension soit utile aux généalogistes traquant les trajectoires de nos ancêtres à travers leurs travaux de recherche.

1. DESCRIPTION DES FICHIERS

Le produit final est constitué de deux fichiers informatiques principaux (tableau 1):

- *le fichier des communes* qui ont été urbaines entre 1831 et 1982, lors *d'au moins un* recensement; les informations essentielles fournies sont la population municipale (dans les limites de l'époque) à chaque recensement depuis l'urbanisation, le numéro de l'agglomération de rattachement à chaque recensement, et les tailles successives de cette agglomération.

- *le fichier des unités urbaines* entre 1831 et 1982: chacune des quelque 2500 unités

urbaines est identifiée par un numéro permanent et par sa commune - centre; puis le fichier enregistre le total des populations municipales des communes urbaines qui la composent à chaque recensement, la date de la première urbanisation de l'unité urbaine et éventuellement de disparition de celle-ci par absorption ou retour au rural; l'agglomération absorbante est identifiée. Il s'y ajoute un fichier des communes-centres et un module d'exploration de la composition communale d'une agglomération à une date donnée.

2. QUESTIONS DE METHODES

Plusieurs choix, plus ou moins arbitraires, ont dû être effectués pour obtenir une source statistique cohérente qui tienne

compte de l'information disponible et des modalités particulières du phénomène d'urbanisation.

Tableau 1 - Contenu du fichier «urbanisation de la France»

A. - Données communales

Nom de code	Intitulé en clair
D	Département de la commune
C	Numéro INSEE de la commune
NCC	Nom en clair de la commune
TNCC	Type de nom
LAT	Latitude de la commune
LON	Longitude de la commune
S82	Superficie de la commune en 1982
DU82	Département de la commune-centre de l'unité urbaine en 1982
VISO	Ville isolée
UU75	Numéro d'unité urbaine en 1975
UU82	Numéro d'unité urbaine en 1982
AAC	Année d'apparition de la commune
ADC	Année de disparition de la commune

(1) Soit les 27 recensements de 1831 à 1982 avec dédoublement en «1912» de celui de 1911 (définition restreinte ou élargie des unités urbaines) et en «1955» de 1954 (définition 1954 - définition de 1962).

DCA	Département de la commune annexante
CCA	Numéro INSEE de la commune annexante
IIC	Indicateur d'incident communal
NU	Numéro d'unité urbaine (à l'origine de l'urbanisation)
TU1831	
à	Tranche d'unité urbaine au recensement de ... (1)
TU1982	(définition de 1982)
NU1831	
à	Numéro de l'unité urbaine au recensement de ... (1)
NU1982	
Q1831	
à	Population municipale au recensement de ... (1)
Q1982	

B. - Données concernant les unités urbaines

Nom de code	Intitulé en clair
NU	Numéro d'unité urbaine
DU	Département de la commune-centre de l'unité urbaine
IUD	Indicateur d'unité urbaine interdépartementale
CU	Numéro INSEE de la commune-centre de l'unité urbaine
NCCU	Nom en clair de la commune-centre
LATU	Latitude de la commune-centre
LONU	Longitude de la commune-centre
AAU	Année d'apparition de l'unité urbaine
ADU	Année de dernière disparition de l'unité urbaine
NVA	Numéro de l'unité urbaine absorbante
DUA	Département de la commune-centre de l'unité urbaine absorbante
CUA	Numéro INSEE de la commune-centre de l'unité urbaine absorbante
QU1831	
à	Population municipale totale de l'unité urbaine au recensement de ... dans ses limites à ce recensement
QU1982	
TU1831	
à	Tranche d'unité urbaine au recensement de ...
TU1982	(définition de 1982)

2.1 La définition du caractère urbain

La principale difficulté concerne la définition du caractère urbain car compte tenu de l'absence de couverture aérienne du territoire au 19ème siècle, il a fallu approcher la composition communale passée. Trois définitions du caractère urbain se font nécessairement suite dans le temps, du

moins, si on voulait éviter de reprendre à zéro le travail fait :

- *de 1831 à 1911* : D. Pumain a défini une commune urbaine par la présence au recensement de 2500 habitants agglomérés. Les communes urbaines contiguës constituent une même agglomération;
- *de 1911 à 1962* : on utilise la première

définition de l'INSEE qui se fonde sur un seuil de 2000 habitants agglomérés. De ce fait, la définition de D. PUMAIN est plus restrictive que celle-ci;

- *de 1962 à nos jours*: on applique l'actuelle définition de l'INSEE selon laquelle une commune de moins de 2000 habitants située à la périphérie d'une commune urbaine est elle-même considérée comme urbaine si sa population contiguë à l'agglomération dépasse en importance la moitié de la population totale de la commune.

Pour assurer la continuité de la série, les recensements charnières sont saisis dans les deux définitions: le recensement de 1911 dans la définition large comprend davantage d'unités urbaines qu'au sens restreint et celles-ci sont plus étendues. Le passage de la définition de 1954 à la définition de 1962 pose des problèmes plus aigus.

2.2 La délimitation des unités urbaines

La première difficulté tient au passage de notre critère de la contiguïté des communes à celui de la continuité du bâti retenu par l'INSEE en 1954. La seconde provient des tâtonnements des innovateurs de l'INSEE au recensement de 1954 lors de la définition des unités urbaines.

En délimitant strictement les unités urbaines à l'aide du seul critère de la contiguïté des communes urbaines, on aurait été conduit à devoir dissocier certaines unités urbaines anciennes pour se raccorder aux séries de l'INSEE en 1954. Aussi, avons-nous ajouté un critère secondaire destiné à garantir la cohérence temporelle de la série: deux communes urbaines contiguës n'appartiennent à la même unité urbaine que si l'INSEE en a décidé ainsi au recensement de ... 1962.

Il a fallu renoncer à se caler sur le recensement de 1954 pour lequel des communes urbaines bâties en contiguïté étaient dissociées en fonction de critères plus socio-économiques que morphologiques. Ainsi, ce recensement énumère une pléthore d'unités urbaines nouvelles (230) qui furent annexées en 1962 à l'unité urbaine voisine. Par respect pour la série officielle, (et pour faciliter le repérage des erreurs provisoires de notre fichier), nous avons conservé cette définition, mais en la doublant d'un recen-

sement 1954 bis (ou « 1955 ») dont la composition communale des agglomérations serait compatible avec celle définie par l'INSEE en 1962.

En fait, la difficulté du raccordement en 1962 ne tient pas à ce seul obstacle: l'application au recensement de 1962 de l'ancienne définition de la population urbaine de 1954 conduirait en premier lieu à écarter les communes urbaines ne totalisant pas 2000 habitants agglomérés, à disjoindre les unités urbaines rendues de ce fait non connexes, mais surtout à retenir la définition de la population municipale de 1954.

Celle-ci est fournie sur le fichier informatique BDCOM pour les communes subsistantes en 1982, mais nulle part pour les communes annexées entre 1963 et 1982. Pour cette raison, sans doute insuffisante, nous avons (provisoirement?) omis de dédoubler le recensement de 1962, contrairement au projet initial.

2.3 Numérotation des unités urbaines et définition des communes-centres

A chaque recensement, l'INSEE numérote les unités urbaines de chaque département par tranche de taille; cette numérotation fondée sur la seule population sans doubles comptes lors de ce recensement ne permet d'établir aucun lien avec les recensements précédents.

Au contraire, D. Pumain a réalisé un index permanent des unités urbaines françaises repérées au cours de la période 1831 - 1911. Nous avons repris cette numérotation jusqu'à nos jours, mais selon un critère plus systématique que le sien: on classe en premier lieu les unités urbaines identifiées au recensement de 1831 (par département actuel de la commune et dans l'ordre alphabétique croissant des communes-centres), puis viennent les unités urbaines apparues au recensement de 1836 et ainsi de suite ... Ce numérotage pourra être poursuivi à l'occasion des recensements ultérieurs ... (1)

La détermination de la commune-centre d'une agglomération appelle quelques précautions: si l'unité urbaine ne s'accroît que par adjonction de communes précédemment rurales, la commune-centre reste toujours la plus anciennement urbanisée. Si

l'unité urbaine se développe à l'issue de la fusion de plusieurs unités urbaines, l'unité urbaine la plus peuplée au recensement antérieur absorbe l'autre et sa commune-centre se maintient pour l'ensemble de l'agglomération.

Cette définition admet donc des communes-centres moins peuplées que d'autres communes de l'agglomération, en particulier lors de la fusion; mais elle exclut le déclassement d'une commune-centre, à moins que l'agglomération ne soit absorbée.

2.4 Les modifications du découpage communal

Une complication notable du travail tient aux variations du découpage communal. Certes, ces événements peuvent être répertoriés à partir des récapitulatifs présentés à la fin du « Dénombrement » : annexions de communes, scissions de communes, changements de nom, créations de communes. Les conventions appliquées sont alors les suivantes : une commune annexée perd à cette date toute sa population au profit de la commune annexante; on note d'une part la date de disparition de la commune et l'identification de la commune annexante; d'autre part l'existence d'un incident est détaillé sur un fichier spécial des modifications communales.

Remarquons que nous nous écartons de la pratique de l'INSEE, qui dans les fichiers BDCOM applique le découpage actuel des communes. Ainsi avons-nous dû retourner aux populations antérieurement publiées. Une commune nouvelle est enregistrée dans le fichier avec une population nulle jusqu'à sa création, comme les communes rurales avant leur urbanisation. L'incident est décrit sur le fichier des modifications communales. Une commune qui a changé de nom est inscrite sous son nom actuel; l'incident est signalé, puis détaillé au fichier des modifications communales.

La commune de Paris fait exception. Elle a, en effet, connu un redécoupage en 1861 : les 12 arrondissements ont été portés à 20 par annexion de 11 communes complètes et redécoupage de 8 communes limitro-

phes; ce remodelage se traduit donc par 8 apparitions de communes, 11 disparitions et 8 cessions de territoire. La commune de Paris est donc représentée par les 20 arrondissements actuels plus les 8 communes disparues contrairement à Lyon et Marseille que l'on n'a pas décomposées en arrondissements. Pour le recensement de 1841, la ventilation de Paris par arrondissements, inexistante, a été restaurée par interpolation.

2.5 Les conurbations de Paris et de Lille

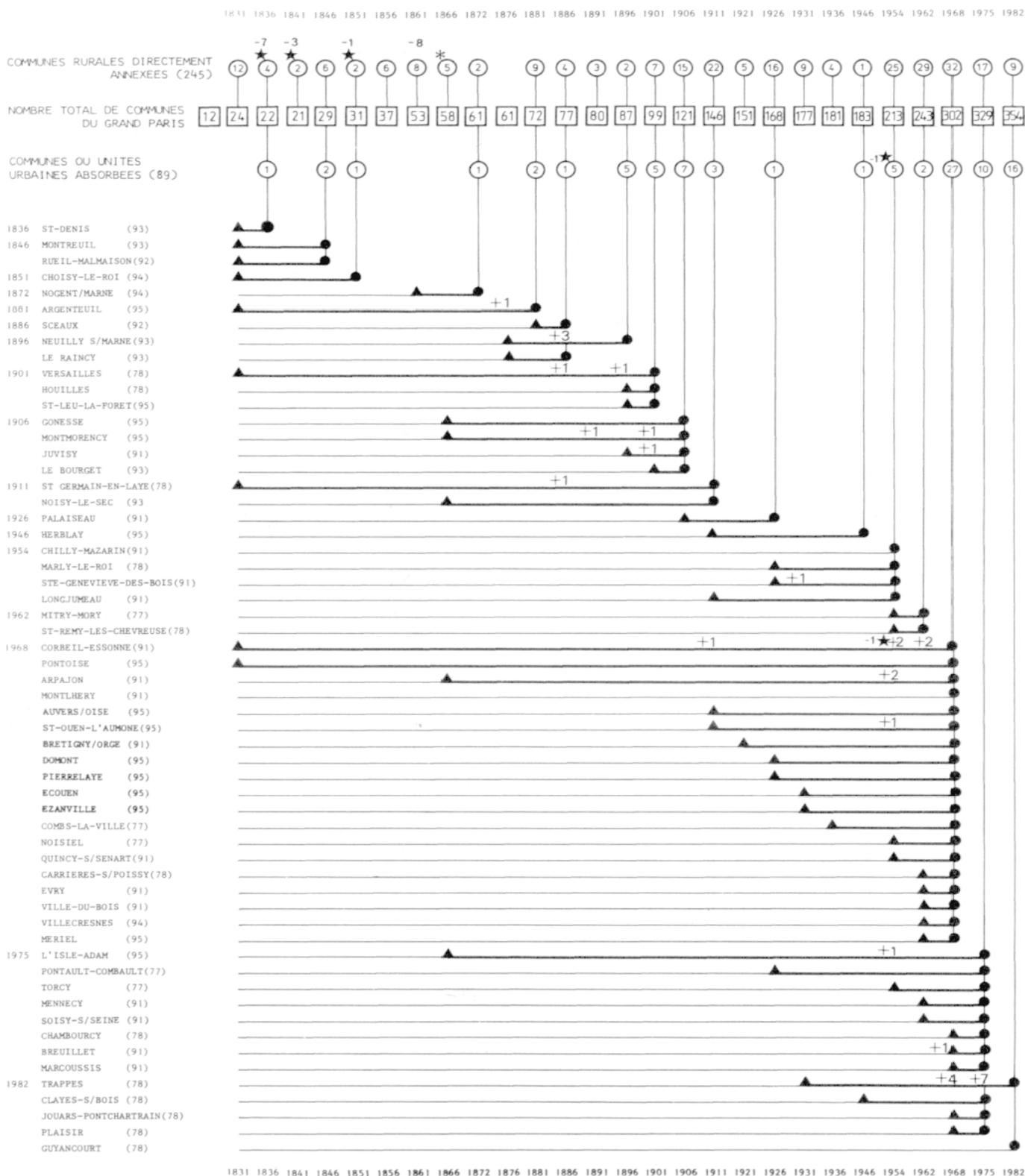
La France urbaine du 19^{ème} siècle avait donné naissance à deux agglomérations tentaculaires, Paris et Lille. Dans un but de simplification, Denise Pumain avait identifié l'agglomération de Paris au département de la Seine, frontières cependant débordées avant 1911; elle avait par ailleurs annexé à Lille, dès 1831, les agglomérations de Roubaix et d'Armentières. Dans une dimension plus historique, nous avons distingué les 22 agglomérations annexées à Paris pour la seule période de 1836 à 1911 et les 9 agglomérations constitutives de l'unité urbaine de Lille.

2.6 Retour de certaines unités urbaines au rural

Certaines communes ou agglomérations redeviennent rurales. Alors, leur population n'en est pas moins enregistrée dans le fichier des communes en sorte qu'on puisse suivre le déclin de la commune urbaine. Par contre, elles ne sont plus comptées au fichier des unités urbaines dans les recensements ultérieurs.

Un retour temporaire au rural correspond parfois à une simple fluctuation liée aux guerres. Ainsi, lors des recensements de 1921 et 1946, certaines communes n'avaient pas encore accompli leur repeuplement consécutif à la restauration de la paix. Une commune repassant à cette unique occasion sous le seuil d'urbanisation doit être reconnue comme urbaine, et on compte sa population municipale au fichier des unités urbaines. La taille de l'unité urbaine associée n'est jamais codée 0 (rural) au fichier des communes mais elle peut connaître une baisse temporaire.

Constitution de l'agglomération parisienne (de 1831 à 1982)



INED
04286

Légende :

- * ARRONDISSEMENT DE PARIS
- n NOMBRE DE COMMUNES DISPARUES
- ★ NOMBRE DE COMMUNES RURALES AGREGÉES AUX UNITES URBAINES DE BANLIEUE

- DATE D'AGREGATION A L'AGGLOMERATION PARISIENNE
- ▲ DATE D'URBANISATION

3. QUELQUES EXEMPLES D'UTILISATION

Avant l'apurement complet des fichiers, il serait prématuré de fournir des données chiffrées. On ne peut ici qu'esquisser certaines utilisations potentielles :

3.1 Etude de l'urbanisation française sur longue période

Selon nos définitions, on dénombrait en 1831 environ 630 unités urbaines, soit un peu plus de 6 millions d'habitants; elles sont aujourd'hui (en 1982) 1782 qui rassemblent près de 40 millions d'habitants (INSEE, 1985). Tout au long de ce siècle et demi, la population des villes s'est donc accrue en moyenne de 1,2 % chaque année tandis que leur nombre ne progressait que de 0,7 %, ce qui témoigne de la concentration accrue de peuplement. Le fichier permet d'analyser en détail les fluctuations temporelles de ce processus d'urbanisation, ainsi que les modalités de sa répartition territoriale.

3.2 Etude détaillée de la constitution des agglomérations: l'exemple de Paris de 1831 à 1882

De 1831 à nos jours 58 unités urbaines se sont agglomérées à la ville de Paris. L'INSEE recense 335 communes associées à la capitale.

Dans une perspective historique, nous y ajoutons les arrondissements de Paris et les communes disparues; parmi elles, les 11 communes intégrées à Paris en 1861: Auteuil, Batignolles, Belleville, Bercy, La Chapelle, Charonne, Grenelle, Montmartre, Passy, Vaugirard, La Villette. L'arbre de constitution (figure 1) de l'agglomération ne comporte de ramification en chaîne que pour Neuilly-sur-Marne et Trappes, mais les autres agglomérations absorbées peuvent comprendre jusqu'à 6 communes, par exemple à Corbeil-Essonnes (en 1968). Le détail des communes constituantes des agglomérations absorbées et la liste des communes urbanisées à chaque recensement par déplacement de la frontière de l'agglomération sont données dans les tableaux 2 et 3.

CONCLUSION

Ces quelques exemples ne montrent que quelques apports des fichiers constitués. Il est dans la vocation de l'INED de diffuser auprès des chercheurs les outils de recherches qui y sont développés. Ce sera fait dès

l'apurement du fichier sous forme informatique et peut-être imprimée. Nous contacterons en temps opportun les chercheurs qui nous auront manifesté par écrit leur intérêt.

BIBLIOGRAPHIE

INSEE, 1985: Villes et agglomérations urbaines. Résultats du recensement de 1982.

PUMAIN, D.: La dynamique des villes. Paris, Economica, 231 p.

ANNEXE 1**Communes rurales directement agglomérées à l'unité urbaine de Paris****SEINE (75)**

Les 12 arrondissements anciens (1831), les 8 nouveaux arrondissements (1861) et les communes annexées en 1861 : Auteuil (1836), Batignolles (1831), Belleville (1831), Bercy (1831), La Chapelle (1836), Charonne (1846), Grenelle (1836), Montmartre (1831), Passy (1831).

SEINE et MARNE (77)

Chelles (1811), Brou-sur-Chantereine (1836, retour au rural en 1946), Champs sur Marne (1954), Collégien (1982), Courtry (1968), Croissy - Beaubourg (1982), Emerainville (1982), Lésigny (1975), Lognes (1982), Servon (1975), Vaires-sur-Marne (1926), Villeparisis (1926).

YVELINES (78)

Bois-d'Arcy (1962), Bougival (1911), Buc (1962), Carrières-sur-Seine (1911), La Celle-Saint-Cloud (1911), Chanteloup les Vignes (1968), Chatou (1866), Croissy-sur-Seine (1911), L'Etang-la-Ville (1962), Fontenay-le Fleury (1962), Fourqueux (1962), Les Loges en Josas (1962), Louveciennes (1954), Magny les Hameaux (1975), Mareil - Marly (1962), Le Mesnil le Roi (1954), Montesson (1926), Montigny les Bretonneux (1982), Orgeval (1975), Le Pecq (1911), Port-Marly (1962), Rocquencourt (1968), Sartrouville (1911), Le Vésinet (1881), Viroflay (1901).

ESSONNES (91)

Ballainvilliers (1968), Bièvres (1962), Boissy-sous-Saint-Yon (1975), Bondouflé (1975), Boussy-Saint-Antoine (1968), Breux - Jouy (1975), Bures sur Yvette (1954), Champlan (1962), Coudray - Montceaux (1975), Courcouronnes (1975), Crosne (1926), Egly (1968), Epinay sur Orge (1931), Etiolles (1975), Fleury - Mérogis (1975), Gif sur Yvette (1962), Gometz le Chatel (1962), Grigny (1962), Igny (1954), Leuville sur Orge (1968), Massy (1926), Montgeron (1906), Morangis (1936), Morsang sur Orge (1946), Ollainville (1954), Paray Vieille Poste (1931), Plessis - Pate (1975), Ris Orangis (1936), Saclay (1982), Saint - Yon (1975), Saulx les Chartreux (1968), Savigny sur Orge (1926), Varennes - Jarcy (1968), Vauhallan (1962), Verrières le Buisson (1931), Vigneux sur Seine (1926), Villebon sur Yvette (1954), Villemoisson sur Orge (1954), Villiers sur Orge (1962), Viry Châtillon (1911), Wissous (1962), Yerres (1926), Les Ulis (1982).

HAUTS DE SEINE (92)

Antony (1906), Asnières sur Seine (1861), Bagneux (1911), Bois-Colombes (1861), Boulogne Billancourt (1831), Bourg-la Reine (1886), Chatenay-Malabry (1921), Châtillon (1906), Chaville (1881), Clamart (1861), Clichy (1831), Colombes (1881), Courbevoie (1851), Fontenay aux Roses (1896), Garches (1901), Garenne Colombes (1911), Gennevilliers (1901), Issy les Moulineaux (1856), Levallois - Perret (1866), Malakoff (1886), Marnes la Coquette (1962), Meudon

(1861), Montrouge (1836), Nanterre (1846), Neuilly-sur-Seine (1831), Plessis-Robinson (1926), Puteaux (1831), Saint-Cloud (1846), Sèvres (1831), Suresnes (1856), Vanves (1856), Vaucresson (1926), Ville d'Avray (1921), Villeneuve la Garenne (1926).

SEINE SAINT-DENIS (93)

Aubervilliers (1856), Aulnay sous Bois (1906), Bagnolet (1881), Blanc Mesnil (1921), Bobigny (1911), Bondy (1891), Clichy sous Bois (1921), La Courneuve (1906), Drancy (1911), Dugny (1926 retour au rural en 1946), Epinay sur Seine (1906), L'Île Saint Denis (1901), Les Lilas (1872), Montfermeil (1931), Neuilly-Plaisance (1896), Noisy le Grand (1911), Pantin (1856), Pavillons sous Bois (1906), Pierrefitte sur Seine (1906), Pré-Saint-Gervais (1866), Romainville (1861), Rosny sous Bois (1906), Saint Ouen (1861), Sevran (1926), Stains (1906), Tremblay les Gonesse (1962), Vaujours (1926), Villepinte (1962), Villetaneuse (1931).

VAL DE MARNE (94)

Ablon sur Seine (1954), Alfortville (1886), Arcueil (1861), Boissy Saint-Léger (1954), Bonneuil sur Marne (1955), Brie sur Marne (1906), Cachan (1861), Champigny sur Marne (1881), Charenton le Pont (1841), Chennevières sur Marne (1954), Chevilly Larue (1954), Créteil (1881), Fontenay sous Bois (1872), Fresnes (1954), Gentilly (1841), L'Hay les Roses (1954), Ivry sur seine (1846), Joinville le Pont (1881), Kremlin-Bicêtre (1891), Limeil-Brevannes (1954), Maisons-Alfort (1866), Mandres les Roses (1968), Marolles en Brie (1968), Noiseau (1962), Orly (1954), Ormesson sur Marne (1954), Périgny (1968), Le Perreux sur Marne (1891), Le Plessis-Trévisé (1962), La Queue en Brie (1968), Rungis (1954), Saint-Mandé (1846), Saint-Maur des Fossés (1866), Saint-Maurice (1856), Santeny (1968), Sucy en Brie (1954), Thiais (1906), Valenton (1954), Villejuif (1881), Villeneuve le Roi (1911), Villeneuve-Saint-Georges (1886), Villiers sur Marne (1911), Vincennes (1846), Vitry sur Seine (1841).

VAL D'OISE (95)

Andilly (1962), Arnouville les Gonesse (1931), Beauchamp (1826), Bessancourt (1931), Bezons (1901), Bonneuil en France (1962), Bouffemont (1975), Butry sur Oise (1968), Cergy (1968), Cormeilles en Paris (1906), Eaubonne (1911), Ermont (1901), Franconville (1911), Frépillon (1968), La Frette sur Seine (1911), Groslay (1921), Jouy le Moutier (1968), Margency (1962), Mery sur Oise (1968), Montigny les Cormeilles (1962), Montlignon (1962), Montmagny (1911), Nesles la Vallée (1975), Neuville sur Oise (1968), Osny (1968), Piscop (1968), Le Plessis Bouchard (1962), Saint-Brice sous Forêt (1931), Saint-Gratien (1911), Saint Prix (1936), Sannois (1911), Sarcelles (1911), Soisy sous Montmorency (1911), Taverny (1906), Valmondois (1968), Vaureal (1968), Villers-Adam (1975), Villiers le Bel (1931).

ANNEXE 2**Liste des 31 Communes de banlieue des unités urbaines absorbées par Paris**

Commune-centre	Communes de banlieue et date d'urbanisation
Argenteuil (95): Neuilly sur Marne (93):	Sannois (1876) Gagny (1886), Livry Gargan (1886), Villemonble (1886)
Versailles (78): Montmorency (95): Juvisy (91):	Le Chesnay (1886), Saint Cyr l'Ecole (1896) Enghien (1891), Deuil (1901) Athis Mons (1901)
Saint Germain en Laye (78): Sainte Geneviève des Bois (91): Corbeil-Essonnes (91):	Maisons Lafitte (1866) Saint-Michel sur Orge (1936) Essonnes (1911, annexée par Corbeil en 1911) Saint-Germain (1954), Saintry (1954) Saint-Pierre (1911), Villabe (1962)
Arpajon (91): Saint-Ouen l'aumone (95): L'Isle Adam (95): Breuillet (91): Trappes (78):	Norville (1954), Saint-Germain (1954) Eragny (1954) Champagne sur Oise (1962) Bruyères de Chatel (1968) Verrières (1968), Coignières (1975), Elancourt (1968), Maurepas (1968), Le Mesnil Saint Denis (1968), Neauphle le Château (1975), Saint-Germain le Gange (1975), Tremblay (1975), Villepreux (1975), Villiers Saint-Frédérique (1975)